

Les démocraties européennes incapables de gérer la montée des extrémismes

le 04.09.2018 à 08h29

Par Denis Jeambar

Le rendez-vous électoral du printemps 2019 sera une épreuve de vérité pour toute l'Europe. Partout les extrêmes progressent. Les réponses apportées pour les endiguer ont jusque-là été vaines.



Manifestations d'extrême droite à Chemnitz : un symptôme aigu des dérèglements que vivent les régimes politiques occidentaux . Crédit : RALF HIRSCHBERGER/AP/SIPA

Bientôt 30 ans ! C'était en novembre 1989, le mur de Berlin se déchirait et l'empire soviétique s'effondrait. Après quatre décennies de Guerre froide, les démocraties occidentales triomphaient et croyaient à la fin de l'Histoire, au succès définitif de leurs valeurs politiques et économiques. Trois nouvelles décennies se sont écoulées et les espérances se sont hélas envolées. Pas de fin de l'Histoire, lubie envolée, et des démocraties déboussolées, qui doutent de plus en plus d'elles-mêmes. Elles n'avaient pas imaginé que le grand vent de la libre circulation des hommes et des marchandises allait à la fois ébranler l'identité de chacune et déstabiliser leur économie. Faire naître des peurs nouvelles et réveiller de vieux démons que l'on croyait pour toujours vaincues.

Une ville allemande en est, aujourd'hui, la sinistre illustration : Chemnitz, 245.000 habitants, troisième cité du land de Saxe, aux frontières de la Pologne. Ses habitants ont connu la RDA et le joug soviétique. Ils en ont été libérés, pourtant la démocratie y est à présent mise à mal par des militants d'extrême-droite, violents, adeptes du salut nazi, lancés depuis plusieurs jours dans la chasse aux immigrés, soutenus par l'Alternative pour l'Allemagne, l'AFD, parti d'extrême droite représenté au Bundestag par une centaine de députés et d'autres formations encore plus radicales. Certes, ces quelques milliers de manifestants ne représentent pas toute la population de Chemnitz, le land de Saxe et l'Allemagne en général mais ils sont un symptôme aigu des dérèglements que vivent tous les régimes politiques occidentaux. Comme si un doute grandissait sur la capacité de la démocratie à répondre aux défis qui se présentent à elle, à commencer par l'immigration, l'islamisation et les inquiétudes civilisationnelles ou culturelles qu'elles font naître.

Tout n'a pas commencé avec le Brexit mais le choix des Anglais de sortir de l'Union européenne (UE) aurait dû alerter les autres membres de l'UE, à commencer par la France. Beaucoup s'en sont tenus à des analyses à courte vue sur la perfide Albion et ces Britanniques décidément impossibles. Bon débarras ! Ce vote fut en fait la première

expression nationale d'une peur identitaire face à la question migratoire et un signal d'alarme sur le malaise démocratique en train de s'emparer de tous les pays de l'UE. Ce ne fut pas une rupture mais un séisme qui, depuis, multiplie les répliques, secoue l'Europe, la divise, alimente l'émergence de partis extrémistes, met à mal les grands principes européens. La vague ne cesse d'enfler et nul ne peut dire jusqu'où elle peut déferler. A qui le tour après l'Italie ?

Lutter frontalement, parler vrai, redonner foi en la démocratie

Emmanuel Macron s'est emparé de la question, la semaine dernière lors de son voyage au Danemark, en avertissant les gouvernants hongrois et italiens, en marche vers une forme de dissidence européenne : " Je ne céderai rien aux nationalistes ". Nul doute désormais qu'il entende faire de la démocratie et de ses principes le sujet central des prochaines élections européennes, un remake en quelque sorte du second de l'élection présidentielle de 2017 dans lequel il affronta Marine Le Pen. Un combat donc entre le bien et le mal. La stratégie de la diabolisation est connue et, malheureusement, elle s'avère de plus en plus vaine. Elle ignore l'essentiel : pourquoi des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque s'éloignent de la démocratie alors qu'ils sont sortis du totalitarisme il y a moins de trente ans ? Pourquoi l'Italie, qui a sombré dans le fascisme, a choisi un gouvernement qui flirte avec l'extrémisme de droite ? Pourquoi l'Allemagne, malgré son passé, compte désormais un parti d'extrême droite puissant ? Pourquoi, enfin, 10.700.000 électeurs français ont voté en mai 2017 pour la représentante du Front national, pourtant discréditée lors de son débat d'entre deux tours, alors qu'ils n'avaient été que 5,5 millions à se prononcer en faveur de son père en 2002 ? Et, pour aller au-delà de l'Europe, pourquoi les électeurs américains ont-ils choisi l'inquiétant Donald Trump en 2016 ?

Naturellement, il n'y a pas une seule réponse à ces interrogations. Chaque Etat a son histoire et ses singularités. Reste que des tendances lourdes traversent toutes les nations occidentales. Un doute gagne, d'abord, sur l'efficacité des politiques libérales, surtout en Europe, où le chômage de masse, même s'il commence à reculer, a provoqué des dégâts humains considérables et gonflé le nombre de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté. Des fractures profondes se creusent, ensuite, dans des sociétés désormais à plusieurs vitesses et, du coup, l'idée d'égalité y est fragilisée. Une inquiétude grandit, enfin, sur l'immigration et la progression de l'islamisme dans les sociétés européennes.

Cette crise identitaire n'a jamais été abordée de front, voire niée, comme le rappelle, ces jours-ci, dans son dernier livre, *Le Train d'Erligen ou la Métamorphose de Dieu* (Gallimard), l'écrivain algérien Boualem Sensal. Faut-il rappeler aussi la volée de bois vert que reçut Samuel Huntington l'auteur du Choc des civilisations au milieu des années 1990 ! Tous ces phénomènes de dénégation coagulent aujourd'hui en un seul : un scepticisme grandissant sur la capacité de la démocratie à faire face à ces défis et une défiance de plus en plus grande à l'encontre des politiques qui l'animent. La manière dont l'opinion se retourne depuis deux mois contre Emmanuel Macron illustre cette déstabilisation. Même un homme neuf ne parvient plus à conquérir un appui durable de ses électeurs. Non pas qu'ils attendent des miracles mais ils comprennent vite que les mesures prises n'apportent pas les réponses à leurs inquiétudes les plus profondes. Il est frappant que le chef de l'Etat recule sans cesse sa prise de parole sur la laïcité et le modèle républicain qu'il imagine, comme s'il ne savait pas comment s'emparer de ce sujet pourtant fondamental. Faute de l'aborder, il laisse, là encore, le terrain libre à l'extrémisme.

Les démocraties sont, en fait, déboussolées, voire frappées au cœur parce que leurs citoyens en Europe, mais aussi outre-Atlantique, ne savent plus vers quelle société ils s'avancent et de quoi demain sera fait. Le repliement est de plus en plus souvent leur ultime réaction et défense devant un monde qui devient une menace parce qu'ils ne se sentent plus protégés économiquement et culturellement. Il ne suffit plus pour les convaincre de dénoncer et brandir le péril extrémiste, il faut lutter frontalement, sans détour, en parlant vrai, contre les problèmes qui l'alimentent, redonner foi en la démocratie et convaincre de sa capacité à régler les maux qui rongent de plus en plus les peuples. Le scrutin européen au printemps prochain devient, du coup, essentiel.

